

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE

LILLE, le 26/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GALLOO FRANCE Division Halluin

1 avenue du Port Fluvial
BP 81
59250 Halluin

Références :

- arrêté préfectoral complémentaire du 23 février 2023
- inspection 2023

Code AIOT : 0007001187

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2023 dans l'établissement GALLOO FRANCE Division Halluin implanté 1 avenue du Port Fluvial BP 81 59250 Halluin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre de la campagne des contrôles inopinés réalisés diligentés par l'inspection de l'environnement au titre de l'année 2023.

Le laboratoire GINGER LECES a été mandaté par l'inspection de l'environnement pour la réalisation des prélèvements et analyses portant sur les rejets atmosphérique de la société.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GALLOO FRANCE Division Halluin
- 1 avenue du Port Fluvial BP 81 59250 Halluin
- Code AIOT : 0007001187
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Galloo France appartient au groupe belge Galloo Recycling. Le groupe exploite une trentaine d'établissements en France dont 4 broyeurs de métaux. L'exploitation sur le site a démarré en 1939. Le site se trouvait alors en Belgique. Il s'est retrouvé des deux côtés de la frontière à la suite du détournement du lit de la Lys. Galloo France à Halluin s'étend aujourd'hui sur 14 hectares environ.

L'établissement exerce l'activité de récupération de métaux, de matières non métalliques (caoutchouc, plastiques, bois...) et de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE).

L'activité est initialement autorisée sous les anciennes rubriques n° 98 bis, 167C, 286, 2560.1 et 2663.2.a de la nomenclature des installations classées.

Un arrêté préfectoral du 14 octobre 2008 encadre le fonctionnement de l'installation. L'établissement est initialement autorisé pour les capacités maximales suivantes :

- 200 000 t/an pour le broyeur « Kondirator » ;
- 100 000 t/an pour la ligne de tri des résidus de broyage (VHU et DEEE) ;
- 100 000 t/an pour la cisaille ;
- 25 000 t/an pour la ligne de traitement des DEEE (cette ligne n'a pas été mise en service);
- 10 000 véhicules/an pour la ligne de traitement des VHU.

L'établissement est par ailleurs soumis à la Directive n°2010-75-UE relative aux émissions industrielles, dite Directive IED

L'arrêté préfectoral complémentaire du 23 février 2023 est venu actualiser et modifier l'arrêté du 14 octobre 2008.

Les activités classées actualisées sont les suivantes :

* Rubriques sous le régime de l'autorisation :

2718-1, Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux : .Tri, transit et regroupement de batteries au plomb, tournures et de moteurs souillés : 1 100 t.

2790, Installations de traitement de déchets dangereux : Broyage de déchets de DEEE : Ligne de tri des résidus de broyage (LTRB) : 275 t/j.

2791-1, Installation de traitement de déchets non dangereux :

- Broyage de déchets non dangereux :

- broyeur Kondirator : 800 t/j ;

- double broyeur Eldan de 180 t/j ;

- cisaille fixe de 380 t/j ;

- oxycoupage : 30 t/j ;

- broyeur BHS de 720 t/j ;

Dans une limite de capacité de traitement de 2 080 tonnes/j.

2750, Stations d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles en provenance d'au moins une installation classée soumise à autorisation : la station réceptionne les effluents des société Galloo Plastics à Haluin et Gallo Menen.

3532, Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour : Broyeur de déchets métalliques. 2 080

t/j.

3550, Stockage temporaire de déchets : stockage de 800 t

*Rubriques sous le régime de l'enregistrement :

2560-1, Travail mécanique des métaux et alliages : Broyage et cisailage des métaux et alliages, puissance de 5740 kW.

2663-2.a, Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères : stockage de 15 000 m³

2712-1, Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage :

Activité de stockage, dépollution et démontage des VHU sur 28000 m².

Activité de broyage de VHU dépollués : 26 721 m².

La surface totale est de 54 721 m².

2713-1, Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux : Entreposage de déchets de métaux sur l'ensemble du site, hors activité 2712 sur une surface de 107 354 m²

2716-1, Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes : Tri, transit et regroupement dans la ligne de tri des résidus de broyage pour un volume total de 16 650 m³ (15 000 m³ de déchets en mélange non ferreux et 1 650 m³ de résidus de broyage).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- installation de broyage et rejet à l'atmosphère

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Portée de l'autorisation et conditions générales	AP Complémentaire du 23/02/2023, article 1.1.1	/	Sans objet
2	Portée de l'autorisation et conditions générales	AP Complémentaire du 23/02/2023, article 1.4.2	/	Sans objet
3	Prévention de la pollution atmosphérique - conditions de rejet	AP Complémentaire du 23/02/2023, article 3.2.1	/	Sans objet
4	Prévention de la pollution atmosphérique - conditions de	AP de Mesures Conservatoires du 23/02/2023, article 3.2.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	rejet			
5	Prévention de la pollution atmosphérique - conditions de rejet	AP Complémentaire du 23/02/2023, article 3.2.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Prévention de la pollution atmosphérique - conditions de rejet	AP Complémentaire du 23/02/2023, article 3.2.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un contrôle inopiné portant sur les rejets à l'atmosphère du site Galloo France Division Halluin a été diligenté par l'inspection de l'environnement. Le jour du contrôle, les installations de broyage et post broyage sur lesquelles le contrôle était programmé étaient à l'arrêt pour plusieurs semaines. La raison de cet arrêt prolongé est la modification du broyeur par remplacement du moteur du broyeur.

Par courrier du 02 octobre 2023, l'exploitant a apporté des explications à ces évolutions :

- l'augmentation de la puissance du broyeur (de 2 200 kW à 3 000 kW) a pour objectif d'augmenter la cadence de traitement du stock de déchets sur site afin de diminuer ce stock en attente. Il n'y a pas de volonté d'augmenter le volume de déchets traité par jour ou par an mais de réduire le risque lié à la présence d'un stock important de déchets ;
- la modification du dispositif de traitement des fumées post broyage a pour vocation à réduire les émissions de poussières et de PCB-DL.

Il est constaté :

- que les modifications apportées au site (broyeur et dispositif de filtration associé) n'ont pas été portées à la connaissance du préfet tel que prévu à l'article R.181-46 du code de l'environnement;
- que l'exploitant doit justifier le respect des conditions de rejets et des normes applicables pour assurer une bonne diffusion de l'effluent à l'atmosphère (caractéristiques des cheminées);
- que l'exploitant n'a pas produit l'Évaluation du Risque Sanitaire visant à accepter des vitesses d'éjection réduites;
- que l'exploitant n'a pas produit l'actualisation de l'Étude De Dangers prescrite.

L'exploitant a justifié par courrier du 10 octobre 2023 la commande d'un porter à connaissance visant à informer le préfet des évolutions apportées au site et la commande d'une ERS et d'une

EDD actualisées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Portée de l'autorisation et conditions générales

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/02/2023, article 1.1.1
Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations concernées par une rubrique ICPE
Prescription contrôlée : Rubrique 2791- 1 Installations de traitement de déchets dangereux Caractéristiques de l'installation Broyage de déchets non dangereux : <ul style="list-style-type: none">- broyeur Kondirator : 1300 t/j ;- double broyeur Eldan de 180 t/j ;- cisaille fixe de 380 t/j ;- oxycoupage : 30 t/j ;- broyeur BHS de 220 t/j ; Dans une limite de capacité de traitement de 2 080 tonnes/j.
Constats : Il a été constaté le remplacement du broyeur identifié "Kondirator" avec augmentation de la puissance passant de 2 200 kW à une puissance de 3 000 kW. Cette évolution s'accompagne d'une modification de la ligne de traitement des émissions à l'atmosphère. Cette évolution constitue une modification d'installation classée qui doit être portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation utiles permettant l'évaluation du caractère notable ou non de la modification et la mise à jour le cas échéant de l'arrêté préfectoral d'autorisation en application de l'article R181-46 du code de l'environnement.
Observations : Par courrier du 02/10/2023, l'exploitant a indiqué que l'évolution du site ferait l'objet d'un porter à connaissance. Par courriel du 10/10/2023, l'exploitant a communiqué un bon de commande passé auprès de la société TILDA pour la réalisation d'un porter à connaissance.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Portée de l'autorisation et conditions générales

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/02/2023, article 1.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour de l'étude de dangers
Prescription contrôlée : L'étude des dangers est actualisée à l'occasion de toute modification importante soumise ou non à une procédure d'autorisation. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant. L'exploitant met à jour son étude de dangers en y intégrant le retour d'expérience issue des accidents survenus sur le site en 2021, notamment en matière d'incendie. La mise à jour portera au minimum sur : <ul style="list-style-type: none">• la description des accidents et incidents survenus (accidentologie) ;• l'identification et caractérisation des potentiels de dangers au regard des nouveaux risques identifiés;• les mesures de réduction des potentiels de dangers ;• l'organisation de la sécurité ;• l'estimation des conséquences de la concrétisation des dangers, notamment en matière d'effets dominos entre les différentes aires de stockage des déchets combustibles du site ;• l'adaptation des mesures de prévention et de protection au vu du retour d'expérience• les évolutions et mesures d'amélioration proposées par l'exploitant. Cette mise à jour devra être remise dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : Il est constaté que la mise à jour de l'étude de dangers n'est pas réalisée.
Observations : Par courriel du 10/10/2023, l'exploitant a communiqué un bon de commande passé auprès de la société TILDA pour la réalisation de la mise à jour de l'étude de dangers.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Prévention de la pollution atmosphérique - conditions de rejet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/02/2023, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
Prescription contrôlée : <p>Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit.</p> <p>Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.</p> <p>Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.</p> <p>Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.</p> <p>Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions de la norme NF 44-052 (puis norme EN 13284-1) sont respectées.</p> <p>Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.</p> <p>La dilution des rejets atmosphériques est interdite.</p>
Constats : <p>Il est constaté :</p> <ul style="list-style-type: none">- la modification de conduits de rejets à l'atmosphère : conduit n°3 collectant les émissions issues du broyeur Kondirator remplacé par un autre conduit et suppression du conduit n°4 relatif à la ligne de triage raccordé au conduit n°2 ;- la non-conformité de la longueur droite en aval sur le conduit n°3 ;- la non-conformité de l'emplacement de la bride de prélèvement sur le conduit n°9 (seconde bride ne permettant pas de mettre en place le matériel de prélèvement) ;- la probable non-conformité de la hauteur de cheminée du conduit n°3

La norme **NF X 44-052** fixant les conditions de mesure des débits d'air dans une conduite n'est pas respectée

La justification des hauteurs de conduits doit être réalisée au regard de l'article 52 l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Prévention de la pollution atmosphérique - conditions de rejet

Référence réglementaire : AP de Mesures Conservatoires du 23/02/2023, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Conduits et installations raccordées
Prescription contrôlée : N° de conduit n°3 : Kondirator « broyage » n°4 : Kondirator « triage » n°9 : Ligne de tri des fines
Constats : Il est constaté une modification des conduits de rejets à l'atmosphère (conduits n°3 et n°4) sans que la modification n'ait été portée à la connaissance du préfet. Cette évolution constitue une modification d'installation classée qui doit être portée à la connaissance de du préfet avec tous les éléments d'appréciation utilise permettant l'évaluation du caractère notable ou non de la modification et la mise à jour le cas échéant de l'arrêté préfectoral d'autorisation en application de l'article R181-46 du code de l'environnement. Par courrier du 02/10/2023, l'exploitant a indiqué que l'évolution du site ferait l'objet d'un porter à connaissance. Par courriel du 10/10/2023, l'exploitant a communiqué un bon de commande passé auprès de la société TILDA pour la réalisation d'un porter à connaissance
Observations : Par courrier du 02/10/2023, l'exploitant indique avoir équipé en 2020 le rejet n°3 du broyeur "Kondirator" d'un système haute technologie dit "d'ultrafiltration". Ce système repose sur l'utilisation de panneaux filtrants successifs (182m² de surface par unité de filtration) et vise à abattre un maximum de poussières et de PCB (Dioxine Like). Il indique que cette technologie a permis de réduire de l'ordre de 40% les émissions de poussières et de 99% les PCB-DL. Il précise que cette évolution devait être abordée lors de la commission de suivi de site de 2020 dont la tenue a été remise pour cause de COVID. Nota : l'inspection rappelle qu'une CSS s'est tenue le 10/02/2023, les évolutions évoquées auraient pu être présentées lors de cette CSS.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Prévention de la pollution atmosphérique - conditions de rejet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/02/2023, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, conditions générales de rejet
Prescription contrôlée : Conduit n°3 : hauteur 16m / débit nominal : 90 000 Nm3/h / vitesse d'éjection : 17 (*8) Conduit n°4 : hauteur 16m / débit nominal : 27 000 Nm3/h / vitesse d'éjection : 22 (*8) Conduit n°9 : hauteur 10m / débit nominal : 35 000 Nm3/h / vitesse d'éjection : 33 (*8) *Les valeurs entre parenthèses peuvent être retenues comme valeurs réglementaires si l'étude des risques sanitaires est mise à jour avec ces hypothèses, et démontrer leur acceptabilité. Cette étude mise à jour est transmise à l'inspection de l'environnement.
Constats : Il est constaté une modification des conduits de rejets à l'atmosphère (conduits n°3 et n°4) sans que la modification n'ait été portée à la connaissance du préfet. Cette évolution constitue une modification d'installation classée qui doit être portée à la connaissance de du préfet avec tous les éléments d'appréciation utilise permettant l'évaluation du caractère notable ou non de la modification et la mise à jour le cas échéant de l'arrêté préfectoral d'autorisation en application de l'article R181-46 du code de l'environnement. Par courrier du 02/10/2023, l'exploitant a indiqué que l'évolution du site ferait l'objet d'un porter à connaissance. Par courriel du 10/10/2023, l'exploitant a communiqué un bon de commande passé auprès de la société TILDA pour la réalisation d'un porter à connaissance. L'exploitant n'a pas réalisé l'Évaluation du Risque Sanitaire qui permettrait de considérer des vitesses d'éjection réduites.
Observations : Par courrier du 02/10/2023, l'exploitant a indiqué que l'évolution du site ferait l'objet d'un porter à connaissance et qu'une ERS serait réalisée. Par courriel du 10/10/2023, l'exploitant a communiqué un bon de commande passé auprès de la société TILDA pour la réalisation d'un porter à connaissance et de l'ERS actualisée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Prévention de la pollution atmosphérique - conditions de rejet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/02/2023, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : VLE
Constats : L'installation de broyage ne fonctionnait pas le jour de la programmation du contrôle inopiné. Aucune mesure n'a pu être réalisée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet